https://www.acdn.net/spip/spip.php?article924

La France bien partie pour imiter Fukushima

- Accueil - Actualités - Communiqués -

Date de mise en ligne : mardi 10 mars 2015

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le 10 mars 2011, le Japon comptait 54 réacteurs nucléaires de puissance produisant de l'électricité. Le 11 mars, un tremblement de terre d'une ampleur sans précédent, suivi d'un tsunami, ravageait la côte nord-est de l'île principale de Honshu, à la hauteur de Fukushima. L'événement faisait des milliers de morts et provoquait une catastrophe nucléaire, elle aussi sans précédent, qui se poursuit actuellement et déverse en permanence de la radioactivité dans l'océan Pacifique.

Treize mois plus tard, le Japon ne comptait plus aucun réacteur électronucléaire en fonctionnement. Et jusqu'à aujourd'hui, malgré la tentative du gouvernement japonais de ré-ouvrir quelques réacteurs, les 130 millions de Japonais se passent d'eux pour vivre, produire et consommer - quoique en veillant à limiter leur consommation énergétique et en préparant des alternatives durables. Il a fallu, pour aboutir à ce résultat, une catastrophe. Elle avait pourtant été prévue et annoncée par les scientifiques japonais les plus lucides, relayés par des antinucléaires comme Satomi Oba (WISE Japon), directrice de Plutonium Action Hiroshima, qui dès 2003 conjurait le Japon de SORTIR DE LA FOLIE NUCLEAIRE.

Aujourd'hui, la France compte 58 réacteurs de puissance, comme en 2011. Pas un de moins, et bientôt un de plus, l'EPR de Flamanville, si toutefois il produit un jour de l'électricité, alors qu'il a déjà pris cinq ans de retard sur son programme de construction et triplé son coût initialement prévu, en dépit de l'exploitation éhontée de centaines de travailleurs étrangers par de grandes entreprises d'escroquerie nationales.

Les dirigeants français donnent l'exemple de l'obstination dans la bêtise criminelle. Si par malheur demain ou après-demain, la France devait subir une catastrophe du même genre que celles de Tchernobyl, de Fukushima, ou pire encore, ils en seraient comptables. Mais c'est nous, consommateurs, citoyens, contribuables, qui en serions victimes et en paierions le prix dans notre chair.

Depuis le chef de l'Etat jusqu'aux parlementaires, notamment les sénateurs qui poussent l'impudence jusqu'à vouloir effacer les dérisoires avancées de la loi dite "de transition énergétique" devant la Commission Mixte Paritaire Assemblée Nationale-Sénat, en passant par le Premier ministre et la dite ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, ces messieurs-dames rivalisent d'inconscience et d'irresponsabilité.

Nous les invitons à faire la preuve de l'innocuité du nucléaire en s'expatriant pour aller vivre avec leurs familles dans le district de Fukushima. Et pourquoi pas ? Aider les malheureux forçats de l'industrie nucléaire japonaise à "liquider" les réacteurs en fusion.

Copyright © www.acdn.net